

HUGO POLITIQUE

1872-1880

Bibliographie et sources

DOCUMENTS

. Journal officiel de la République française -disponible en usuel à la Bibliothèque de l'Arsenal- pour le compte rendu des séances de l'Assemblée et du Sénat.

. Archives du Sénat:

-P.V. des réunions du groupe du centre-gauche (dominant au Sénat durant toute la période);

-P.V. des réunions des Bureaux et des commissions. Il y a neuf bureaux, où les sénateurs sont répartis par tirage au sort à intervalle régulier; tous les projets sont discutés dans tous les Bureaux dont les réunions ont un président et un secrétaire; chacun désigne son représentant -par vote- après la discussion: ce sont les commissaires; ils forment la commission qui désigne elle-même son président, son secrétaire et, à la fin des débats, son rapporteur qui, en séance plénière, présente les conclusions de la commission. La commission reflète donc assez bien l'opinion des sénateurs pour que, le plus souvent, elle soit suivie en séance plénière. Mais le rôle de la commission dépasse la seule formation d'une opinion majoritaire et éclairée: c'est elle qui négocie avec le gouvernement et les positions des groupes s'y expriment aussi plus clairement. Ce dispositif se comprend, entre autres, par la publicité des séances et par la lecture, assez active semble-t-il dans le pays, des débats des chambres: on dit en Bureau, et plus encore en commission, ce qu'on ne peut pas dire en séance.

. L. Gambetta, Lettres de L. Gambetta 1868-1882, recueillies et annotées par D. Halévy et E. Pillias, Grasset, 1938.

. Vapereau, Dictionnaire des contemporains, cinquième édition entièrement refondue, Hachette, 1880.

. J. Maitron, Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, Les Editions ouvrières, 1964-1977.

OUVRAGES

. G. Hanotaux, Histoire de la France contemporaine (1871-1900), vol. 2,3 et 4.

. P. du Vachat, 1877: La crise du 16 mai...ou L'étrange république, La Pensée universelle (mais si!), 1981.

. J. Kayser, Les Grandes Batailles du radicalisme des origines aux portes du pouvoir 1820-1901, Rivière, 1962.

. J. Gouault, Comment la France est devenue républicaine Les élections générales et partielles à l'Assemblée nationale 1870-1875, Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences politiques, Colin, s.d. [pas récent, mais remarquable].

. O. Rudelle, La République absolue 1870-1889, Publications de la Sorbonne, 1982.

. P. Deschanel, Gambetta, Hachette, 1919.

. J.-M. Mayeur, Les Débuts de la III^e République 1871-1898, Nouvelle Histoire de la France contemporaine 10, Le Seuil, "Points", 1973.

Conclusion: le statut politique de Hugo après la Commune

Commençons par la conclusion: elle est plus intéressante, en tout cas elle comporte moins de

détails ou des détails plus "hugoliens, et contient aussi quelques considérations qui ne sont pas inutiles pour avoir à l'esprit, dans l'examen des événements, l'atmosphère générale de l'époque et se représenter la figure, sans doute originale, qui est alors celle de Hugo.

Qu'est-ce donc que Hugo après la Commune et particulièrement en 1876, lorsqu'il devient sénateur?

Socialement, un personnage très-éminent. Ancien membre de la Chambre des Pairs, ancien représentant, riche et mondialement célèbre, il est un élément de la meilleure société, parlant d'égal à égal -pour le moins- avec Thiers ou J. Simon, avec l'empereur du Brésil. A l'Académie Française, haut lieu mondain où son Président de Sénat, le duc d'Audiffret-Pasquier cherche à entrer, il retrouve Favre, Simon, les ducs de Broglie et d'Aumale. Qu'on imagine le mariage d'Alice. Il réunit toutes les illustrations, promises ou acquises, de la République: Clémenceau, témoin, Louis Blanc, témoin, J. Simon, intime de la mariée et intercesseur des époux auprès du tuteur des enfants d'Alice, conduite par Hugo lui-même pour épouser Lockroy, qui n'est pas rien, devant un maire nommé Jules Favre! On s'explique la haine de classe à peine dissimulée du journal qui publie le menu du dîner de Ruy Blas et que Hugo commente, dans son carnet: le dîner est bon, on me traite d'aristocrate, s'il avait été modeste on aurait souligné ma pingrerie.

Or -la chose est importante dans une vie politique où entrent les "nouvelles couches" et où Gambetta n'est pas le seul à remarquer que les conflits politiques recouvrent souvent des conflits d'appartenance sociale- Hugo reçoit également et fréquente tout un monde mêlé. Artistes -qui tous ont appartenu à la Commission fédérale des artistes élue en avril 71 ou collaboré à un titre quelconque avec la Commune (Bertall, Philippe Burty, Carjat, Chiffart, Courbet, Flameng, Gill, Nadar), journalistes plus ou moins extrémistes, mais aussi des personnages inconnus ou marginaux. Ainsi, au fil des Carnets: Hubertine Auclert, un certain Dumas dont on ne sait que ce qu'en dit Hugo: "un ouvrier. Très intelligent", Denis Lagarde "ancien chef des procès-verbaux des Assemblées", Napoléon Peyrat pasteur de Saint-Germain en Laye, et M. Revu: rencontré dans la rue, il a expliqué à Hugo, qui le trouve "très fort", son oeuvre et sa conduite politique, a été invité et prend place plusieurs fois aux dîners, à côté d'hommes célèbres, connus, ascendants.

A quoi il faut ajouter quelques individus, assez proches de la Commune pour être inquiétés ou en fuite au moment où Hugo les reçoit, et les parents ou amis des communards condamnés auxquels il s'intéresse: l'épouse de Henry Maret, l'avocat Léon Bigot, la mère de Maroteau, l'avocat de Louise Michel et trois de ses amies, la mère d'Ernest Lefèvre et Ernest Lefèvre lui-même, venu dormir le 2 novembre 71, immédiatement reparti et arrêté bien plus tard, le 28 juin 73; et encore Madame Robert, Madame Rastoul, Mademoiselle Joséphine Simon, sans parler de Marie Mercier. Si elle avait fait surveiller l'entrée du domicile de Hugo -peut-être le faisait-elle- la police aurait pu noter aussi Edmond Douay qui "assurait pendant la Commune des réunions, salle de la rue d'Assas, au cours desquelles il présentait un programme républicain d'éducation nationale", François Enne qui, selon Maitron qu'on vient de citer, n'aurait pas pris part à la Commune, s'enfuit pourtant à Londres, revient à Paris, se présente un beau jour chez Hugo et finalement est arrêté en juin 1872; Jules Lermina, écrivain et journaliste, mais aussi "orateur populaire à Paris", Edgar Monteil, ancien membre du secrétariat de Delescluze, condamné à un an de prison avant de collaborer au Rappel, d'être à nouveau condamné pour un livre sur les couvents et de s'exiler; Pauliat, journaliste au Rappel, au Peuple souverain et à la Tribune, mais également militant des syndicats ouvriers et l'un des initiateurs du Congrès ouvrier de Paris de 1876. D'autres enfin, infimes: Roujon, qui -si c'est bien lui- représentait à Paris la Commission exécutive de la Fédération républicaine de Lyon; Trébois "fondateur, note Hugo, des écoles laïques de jeunes filles de la rue J. Lantier, 1er arrondissement". On voit passer, un soir, M. et Mme Lacombe. Serait-ce le général La Cécilia?

A cette socialité ambiguë, à la fois mondaine, militante, bourgeoise, "incendiaire" et artiste (encore ai-je passé sur les comédiennes, les directeurs de théâtre et les écrivains -de Flaubert à Manuel, agrégé, inspecteur général, chef de cabinet de J. Simon au ministère de l'Instruction publique, auteur d'un

drame social, Les Ouvriers (1870) et de recueils poétiques peut-être intéressants pour l'Année terrible: Pendant la guerre (1870) et Poèmes populaires (1871), en passant par Monselet, le spécialiste de littérature gastronomique) à cette socialité amphibie donc, et même tous terrains, correspond une popularité équivoque elle aussi, surtout dans les années proches de la Commune.

Il est souvent acclamé dans la rue, et ne le consigne pas toujours -voir cette soirée suivie par un indicateur de police dont J. Seebacher avait lu les rapports successifs; mais sa relation à la communauté passe aussi par des rencontres plus singulières. Dans le train de Paris à Versailles, pour la première entrevue avec Thiers, un "homme ganté de jaune" le reconnaît et le regarde "d'un air furieux". Au retour, c'est le contraire - "...elle a pleuré. Je lui ai baisé la main. C'est une âme charmante qui a de bien beaux yeux. Je lui ai donné la main à Paris pour descendre de wagon, et après un salut, nous nous sommes perdus chacun de notre côté dans la foule." (voir ce qui précède au vol. Voyages, p. 1194.) Combinaison de sentiments plus compliquée lors du second déplacement:

"Hier dans le wagon qui me ramenait de Versailles, j'étais reconnu, mon chapeau sur les genoux. Il y avait à l'autre extrémité un général et son aide de camp parlant avec une violence réactionnaire de la Commune, etc. En s'en allant, ils se sont tournés vers moi, et m'ont fait un grand salut. Ces gens me connaissaient. Je ne m'en doutais pas." (ibid., p. 1203)

A Guernesey, la réaction est moins civile; en août 72, un groupe de jeunes gens vient à minuit crier sous sa fenêtre A bas la Commune!

Il faut citer enfin, parce qu'elles sont significatives d'une socialité sans télévision et où la hiérarchie des valeurs et l'aura de la gloire ne sont pas les mêmes qu'aujourd'hui, les phrases prononcées par l'honorable M. Bertauld, sénateur, président du bureau du groupe centre-gauche au Sénat, dans le discours du 18 décembre 1877 où il rend compte de son mandat, une fois close la crise ouverte au 16 mai:

"... Permettez-moi enfin de remercier les réunions plénières de la gauche sénatoriale, qu'en ma qualité d'ainé des présidents de nos groupes, j'ai eu l'honneur de présider, ému pour ne pas dire troublé d'avoir à accorder la parole à des orateurs dont quelques uns s'appellent Victor Hugo, Jules Favre, Jules Simon."

Un dernier détail: dans les listes des votes au Sénat, classées par ordre alphabétique, le nom de Hugo figure à la lettre "V" -honneur unique et constant.

L'oeuvre n'est pas pour rien dans ce respect, mais le long exil y est pour beaucoup. L'opposition à l'Empire cimenter toute la classe politique, à l'exclusion d'une misérable frange bonapartiste. Car on aurait tort de sous-estimer le nombre, la qualité aussi, de ces bourgeois conservateurs qui, quoique engagés dans des carrières politiques souvent brillantes, avaient refusé leur concours à Louis-Napoléon et trouvé en Hugo, par delà tout ce qui les séparait, le modèle et le porte-parole de leur propre conduite. De là une solidarité minimum, mais réelle, entre personnalités par ailleurs opposées, sensible surtout dans la génération des acteurs de la Seconde République. Elle joue, me semble-t-il, un rôle décisif dans la crise de 77 où Mac-Mahon, lui-même général de l'Empire, tente d'employer l'ancien personnel bonapartiste, au grand scandale de tout ce qui n'est pas franchement réactionnaire, pour forcer les élections. Elle est sensible dans les interventions de Hugo en Bureau au moment du 16 mai (voir annexes) et lui confère un surcroît d'autorité, tiré de sa position de victime exemplaire de l'Empire. Il en use, par exemple, dans le discours sur la dissolution: "Messieurs, vous écouterez l'homme en cheveux blancs qui a vu ce que vous allez revoir peut-être..." (vol. Politique, p. 967)

Car l'âge ici n'est pas en cause, sinon parce qu'il montre dans "l'homme en cheveux blancs" un républicain de la veille et même de l'avant-veille. La question des générations, en effet, ne semble pas

pertinente avant 1878-80. Kayser calcule qu'en 1871, l'âge moyen des élus radicaux dépasse la cinquantaine, contrairement à ce qu'on imagine, et est semblable à celui des élus d'autres tendances politiques. L'expérience de la Seconde République ne constitue donc nullement un handicap, au contraire: nombre de chefs de file républicains sont d'anciens représentants de 48. C'est là un des effets du discrédit de l'Empire, si profond qu'il faillit devenir légal. Le décret d'inéligibilité envers tous les anciens hauts fonctionnaires et les candidats officiels -élus ou non- est rapporté avant les élections de février 71 -et Gambetta qui l'avait pris démissionne alors du ministère de l'intérieur, mais il joue moralement et nombre de conservateurs y sont favorables, Dufaure par exemple, à qui Vapereau reproche d'avoir de la sorte favorisé la main mise des radicaux sur le département de la Seine. De là une classe politique étroite: réduite jusque vers 1880, parmi les républicains, aux opposants déclarés: jeunes journalistes, poignée d'élus, mais tout le personnel de 48.

Hugo retrouve donc les anciens: Jules Simon (1814), Jules Grévy (1810), Louis Blanc (1813), Thiers (1797), Dufaure (1798) et Mac-Mahon lui-même (1808) . Mais il est étroitement lié à la nouvelle génération par son fils et par le Rappel. Sur les 37 députés dont les noms apparaissent dans les Carnets, la moitié, 18 exactement, ont été représentants sous la II^e République ou y ont eu d'importantes fonctions d'Etat. Equilibre qui, vraisemblablement, reflète celui de la classe politique de l'époque et n'est donc pas par lui-même pertinent, sinon par l'extension qu'il confère, en termes de générations, à l'action de Hugo et à son influence.

Plus originale est l'ampleur de l'éventail politique couvert par la socialité hugolienne. Les hommes qu'il fréquente appartiennent, presque exclusivement, à la gauche et à l'extrême gauche: le duc d'Audiffret-Pasquier ne se présente chez lui que pour sa visite académique; il ne rencontre le duc d'Aumale qu'à quelques reprises, à l'Académie, et s'étonne un jour de sa froideur; les deux visites à Thiers sont officielles; il n'a apparemment aucune relation avec les De Broglie, Dufaure et consorts. Le plus conservateur de ses invités ou de ses visiteurs semble avoir été le sénateur orléaniste Bocher. De même, lorsque Léon Say, époux de Mlle Edouard Bertin, entre en contact avec lui, après la mort de Louise Bertin, pour rendre les jouets et les effets oubliés par les enfants aux Roches, aucune initiative ne semble prise d'un côté ni de l'autre pour entretenir la relation nouée à cette occasion.

En revanche, dans le camp républicain Hugo paraît pratiquer volontairement une politique oecuménique. Il est en relations avec Mme J. Simon et, quoique de manière assez tiède ou timide, avec Jules Simon lui-même. Il faut la suée de la séance du 21 juin 1877 sur la dissolution et la fraternité des vestiaires pour les voir complices¹, mais Simon est reçu à dîner, accorde la pension demandée pour Gautier, assiste aux obsèques de François-Victor ainsi qu'au mariage d'Alice et reçoit Actes et Paroles 1870-1871-1872 avec cette dédicace: "A mon cher ami et ennemi Jules Simon". Il en va de même apparemment pour Jules Favre, rapproché peut-être de Hugo par la réprobation dont sa vie privée est l'objet. Carnet, au 1er mars 1872:

"Jules Favre est venu me voir. Nous avons causé longuement. Il m'a dit: J'ai froissé le sentiment national. [Il est l'artisan de la paix-capitulation.] Je suis un homme fini." Je l'ai rassuré et consolé, bien qu'en profond désaccord avec lui. C'est un grand talent et je l'ai vu, en décembre 1851, un grand courage. Et puis, je suis l'homme des vieilles amitiés."

Cette largeur du spectre politique hugolien résulte en particulier de son extériorité aux conflits antérieurs. Aux élections de 1869, D'Alton-Shée s'opposait au candidat officiel mais aussi à Thiers, Rochefort à Jules Favre et Gambetta à Carnot. Homme de l'exil, Hugo est historiquement apte à cristalliser l'union des républicains, qui n'est pas seulement symbolique dans une période où elle commande la nature et l'issue du conflit politique. D'autant mieux que, sans prendre de part active et directe au Gouvernement de la Défense Nationale et sans s'abstenir de le critiquer, il a découragé

¹ Voir Carnet, au 21,22,23 juin 1877, Massin, p. 887.

plusieurs tentatives contre lui. Or modérés et radicaux s'y étaient violemment opposés et l'on avait même vu, au début de février 1871, à Bordeaux, Gambetta et Simon s'affronter pour le contrôle du pouvoir en une sorte de coup d'Etat larvé. Si bien qu'en 1872, Hugo peut apparaître comme l'homme de tous les combats, en même temps que de toutes les virginités. Il est étranger à la guerre, à la défaite et à la capitulation comme Thiers, qui en tire une bonne part de son prestige; comme Gambetta, il est étranger à la Commune et à sa répression. Paradoxalement, c'est un homme nouveau, innocent des catastrophes nationales.

Il n'est pas neutre pour autant, ni "au-dessus des partis". La composition de son entourage et ses actes politiques majeurs -démission de l'Assemblée, asile offert aux Communards à Bruxelles- le placent franchement à la gauche de la mouvance radicale: à l'extrême gauche -c'est le terme qu'il emploie lui-même ordinairement. Le groupe de ses amis et proches se reconnaît à deux traits. L'un est le vote contre la paix à Bordeaux, assorti de la démission pour la plupart: Louis Blanc, Quinet, Brisson, Adam, Peyrat, Schoelcher, Gambetta, Scheurer-Kestner, Floquet, Clémenceau, Lockroy. Il y a là un handicap dans un premier temps et bientôt une sorte de gloire, la paix une fois acquise paraissant honteuse -ce qui permet de comprendre le surprenant retour en faveur de Gambetta. L'autre est une action quelconque pour la "conciliation" entre la Commune et l'Assemblée. Tels sont Clémenceau, qui démissionne de tous ses mandats après la Commune et ne sera réélu député qu'en 1876; Lockroy, député de Paris, démissionnaire dès l'ouverture des hostilités, poursuivi et acquitté en juin 1872, réélu député en 73, mais des Bouches-du-Rhône; Floquet, lui aussi arrêté, comme agent secret de la Commune, et libéré en juin 71. Les autres, Adam, Laurent-Pichat, Brisson, Peyrat, Schoelcher ont été membres de la Ligue d'Union républicaine pour les Droits de Paris. Langlois et Greppo sont aux côtés de Hugo pour porter aide aux condamnés -par la Caisse de secours des proscrits en particulier. Quant au général Cremer il avait été assez proche de la Commune pour se voir offrir, sans l'accepter, le commandement militaire de Paris. Ici encore ce qui met d'abord Hugo aux marges de la classe politique devient avec le temps un motif d'accord avec l'opinion, dont le retournement sur la question de l'amnistie est exposé, expliqué et discuté dans les débats de l'Assemblée après 1876. On pourrait dire que Hugo fut un opportuniste involontaire, par principe et par anticipation des "opportunités".

Tout le contraire donc, apparemment, d'un opportuniste au sens strict, défini par Rochefort, après son évasion, dans le journal Les Droits de l'homme: "celui qui vote l'amnistie en temps opportun". C'est poser la question du gambettisme de Hugo. Elle demande d'entrer dans les détails et l'on y reviendra, signalons déjà quelques éléments de réponse.

Hugo fait la connaissance de Gambetta pendant le siège, et leurs lignes d'action se confondent alors -chacun dans sa sphère propre- jusqu'à leur démission, presque simultanée. Les deux hommes se connaissent et se fréquentent. Indirectement et par amis communs: Lockroy, Clémenceau, Spuller -bras droit de Gambetta- et surtout le couple Adam, Edmond et Juliette plus encore qui est la grande amie de Gambetta et son unique correspondante, sa confidente politique. Tuteurs des enfants de Rochefort, ce sont eux qui organisent la souscription en sa faveur pour laquelle Hugo verse 1000F. et que Gambetta alimente en taxant ses amis fortunés, l'industriel Scheurer-Kestner en tête pour 2000F. Ils se rencontrent dans des occasions mondaines: dîner de Ruy Blas en juin 1872, obsèques de François-Victor, de Mme Meurice -dont Gambetta fait le récit à Juliette Adam, non sans un mot très désagréable pour Meurice [et bien mérité, commente P. Georgel]-, de Madame Louis Blanc, de Quinet enfin, où Hugo et Gambetta prennent tous deux la parole.

Il y a des circonstances plus intimes et qui semblent n'avoir rien d'exceptionnel. Certaines sont connues par les Carnets de Hugo: 21 août 1874, "J'ai monté l'escalier [lequel?] en courant. Gambetta, un peu essoufflé, qui montait lentement derrière moi m'a dit: 'Je ne ferais pas cela!'" Mais Hugo ne note pas tout. En juillet 1875, rien ne correspond, dans les Carnets, au billet de Gambetta à son amie Léonie Léon: "...le soir je suis forcé d'aller chez Hugo réparer l'absence de jeudi dernier" -formule qui suggère d'assez

régulières invitations. Les deux sources concordent en revanche pour la réception du 28 novembre 1875, dont l'hôte de marque est Castelar, important personnage de la vie politique espagnole et figure à la Ruy Blas: condamné à mort puis premier ministre. Quant au ton des relations, il est assez bien fixé par un mot d'esprit de Gambetta noté au Carnet, le 27 janvier 1876:

"Ont dîné avec nous Gambetta, Spuller, Mme Ménard, la petite Marthe Féval qui a trois ans. Comme elle n'était pas sage à table, Jeanne lui a dit: "Marthe! Monsieur Victor Hugo te regarde!" Gambetta a dit: -C'est le mot des Pyramides dit par un enfant de 6 ans à un de 3."

Et cette taquinerie correspond à ce que les billets à Léonie Léon laissent deviner de l'attitude de Gambetta envers Hugo: un peu agacée par la majesté du maître, fort affectueuse cependant.

Surtout, les Carnets montrent en Gambetta un interlocuteur politique, le seul peut-être, avec Louis Blanc, en dehors de l'entourage immédiat. 19 décembre 71:

"Gambetta a dîné avec nous chez Lecanu. [De telles rencontres se font en terrain neutre.] Le dîner a été intime et cordial. Il revenait de Versailles où a été discutée la rentrée des d'Orléans à la Chambre. Il croit à mon élection [partielles de janvier 72] dont je doute, que je subirais comme un devoir, mais que je ne désire pas. Il m'a chaudement parlé de ce que j'ai fait à Bruxelles. Il m'a dit: Vous avez arrêté net le gouvernement réactionnaire belge et vous avez eu raison de dire: Ils m'ont expulsé, mais ils m'ont obéi. -Nous avons causé de la gauche qu'il croit impossible à rallier [au sens absolu ou à l'amnistie?], de Louise Michel qui, à part quelques mots de trop, a été admirable [à son procès qui vient de s'achever], de l'amnistie, de l'Institut."

Même tour d'horizon quasi diplomatique le 28 septembre 1874:

"Comme nous descendions de voiture arrivait à notre porte Gambetta accompagné de Spuller. Gambetta venait me dire le bon résultat de l'élection d'Angers et causer avec moi de la situation. Nous sommes d'accord sur l'avenir certain de la république."

Ce qui, notons le, peut signifier deux choses contraires: soit, nous sommes d'accord sur tout puisque, certains de l'avenir de la république, nous convenons qu'il ne faut pas le retarder par des maladresses et de la précipitation -nous sommes opportunistes; soit, nous ne sommes d'accord que sur l'avenir certain de la république parce que j'estime, moi, qu'il vaut mieux en préserver la qualité quitte à la retarder que de la dégrader, pour la hâter, dans une politique de compromis -il est opportuniste, moi non.

Enfin les liens politiques entre Hugo et Gambetta se resserrent manifestement au moment de la formation du Sénat. Le 16 décembre 75, en pleine désignation des sénateurs inamovibles par la Chambre, Gambetta s'excuse par un mot bref mais très chaleureux de ne pouvoir venir et joint la liste des inamovibles du jour: son oeuvre personnelle, encore inachevée. A l'élection, les choses sont encore plus nettes. Hugo est le candidat de Gambetta qui sacrifie Louis Blanc -fort indocile lors des votes constitutionnels- à Peyrat. Le nombre des voix le prouve. Au premier tour, Hugo en a 103, Peyrat 89 et Blanc 87; au second Hugo est élu avec 115 voix, Peyrat et Blanc en ont 65 et 53; au troisième, la consigne a été répétée -ou mieux suivie: Peyrat 114 voix, Blanc 4.

Tout ceci transparait dès les premières lignes du Carnet du 30 janvier 1876:

"Aujourd'hui, élection des sénateurs. Je suis allé à dix heures au Luxembourg. J'ai voté [comme délégué de la Ville de Paris]. On a apporté Louis Blanc souffrant d'un rhumatisme au genou, et accompagné de son médecin. Nous nous sommes serré la main. Gambetta m'a invité à déjeuner. J'ai accepté. Nous sommes allés déjeuner chez Magny, près la rue Dauphine..."

La suite est explicite et prouve que si Hugo n'est pas tout à fait une "créature" de Gambetta, il lui est cependant largement redevable de son élection -et ne pouvait guère faire autrement que d'accepter son invitation à déjeuner au nez de Louis Blanc qu'on imagine peu satisfait:

"A midi 1/2 résultat du premier scrutin [il faut la majorité absolue à chaque tour pour être élu]. Trois sénateurs: Freycinet, Tolain, Hérould [tous trois sur la liste du centre-gauche]. Ce résultat bizarre vient des intrigues mêlées de Thiers, des bonapartistes, etc. ["etc."=Gambetta, je crois bien] Vive agitation. Les électeurs se réunissent dans l'ancienne salle du trône, en ce moment salle du Conseil municipal. Discussion presque violente. Il reste deux sénateurs à nommer. Le second scrutin va s'ouvrir. Gambetta abandonne Louis Blanc et se rallie à moi. Ernest Lefèvre parle supérieurement. On vote. Je vais voter. Puis je retourne rue de Clichy...[ce qui me permet de ne pas assister à l'exécution de Louis Blanc] A 7 heures, j'étais au Luxembourg, et j'y déposais mon troisième et dernier vote.

**Peyrat est nommé. Louis Blanc ne l'est pas.
Cette salle du Luxembourg, je ne l'avais pas revue depuis..."**

Il faut ajouter, ce n'est pas négligeable, que comme électeur délégué de la Ville de Paris [sur l'une des listes -une seule- un employé de bureau écrit dans un poétique lapsus: "délégué de la commune de Paris"], Hugo avait pour suppléant Spuller.

On en conclurait à tort, et quoiqu'il n'existe alors aucune discipline de parti mais des mouvances qui laissent chacun assez libre de ses actes, que Hugo est simplement gambettiste. En diverses occasions sur lesquelles on reviendra -par exemple la cooptation de Buffet, en juin 1876, où la voix de Hugo manque aux 144 qui sont celles de toute la gauche sénatoriale-, il prend des initiatives clairement désavouées par Gambetta; surtout il se place nettement à la gauche de celui-ci. Les preuves n'en manquent pas, nous le verrons, des élections de juillet 1871 aux propositions d'amnistie; contentons-nous d'un signe. En décembre 1872, moment de la grande campagne électorale de Gambetta qui marque son retour à la vie publique, Hugo colle au Carnet un extrait d'un journal bonapartiste qui résume de la sorte la composition d'une nouvelle Assemblée, telle qu'elle serait élue après dissolution:

"Extrême droite: Thiers.

Droite: Louis Blanc.

Centre droit: Gambetta.

Centre Gauche: Victor Hugo.

Gauche: Naquet, Ordinaire.

Extrême gauche: Vermersch, chiffonnier, forçat et assassin."²

² Collaborateur du Cri du peuple, fondateur du Père Duchêne, condamné par contumace en novembre 1871 à la peine de mort. Il publia en septembre 1871 un poème réédité à Londres en 1872, Les Incendiaires, dont voici les derniers vers:

Et toi, dont l'oeil nous suit à travers nos ténèbres,
Nous t'évoquerons, ô Marat!
Toi seul avait raison: Pour que le peuple touche
A ce port qui s'enfuit toujours,
Il nous faut au grand jour la justice farouche
Sans haines comme sans amours,
Dont l'effrayante voix plus haut que la tempête
Parle dans sa sérénité

C'est dire que Hugo ne fait nullement figure d'original, pas même de solitaire dans la classe politique de son temps. Trois facteurs cependant l'y distinguent sans l'isoler. Anticlérical affirmé, et de plus en plus marqué, il partage pleinement ce qui fait le plus solide ciment de la gauche, centre-gauche compris. A ce titre sa participation à des mouvements de libre-pensée (voir l'exposé de Mme J. Lalouette, compte rendu du 25/2/89) cesse de surprendre. Mais son spiritualisme fait problème et mériterait à lui seul une enquête symétrique.

En revanche sa prise de position en faveur de l'amnistie des Communards est très minoritaire, même au sein du bloc républicain, et l'on verra combien elle le place à la marge de la classe politique - mais pas du pays. Marginalisation accentuée par ses multiples démarches en faveur des condamnés. Car il est significatif que la Caisse de secours dont il s'occupe et à laquelle se consacrent aussi Langlois et Greppo, ne soit animée avec lui par aucun des sénateurs ou députés qu'il fréquente. Lockroy lui-même n'agit en ce sens que par l'intermédiaire de Hugo et dans une circonstance unique: en faveur d'une cantinière du bataillon qu'il commandait pendant le siège, restée au service des fédérés, condamnée, et pour laquelle se sont émus ses anciens soldats³. Caractéristique de cet écart, manifestement sous-estimé par Hugo lui-même, est l'utopie d'un numéro spécial, le même pour tous les journaux républicains, dont il imagine que la vente pourrait alimenter sa Caisse de secours. Caractéristique également, l'absence de tout écho à son idée d'une souscription publique pour Rochefort: Juliette Adam, venue le trouver pour sa collecte, n'en fait apparemment pas état auprès de Gambetta et ne la relève même pas lorsque Hugo la suggère. Bref, il n'est pas seul à demander l'amnistie, quoiqu'ils ne soient guère nombreux; il n'est pas seul non plus à agir pour secourir des condamnés et demander des commutations ou des grâces, mais on a le sentiment qu'il n'en est guère d'autres pour lier comme lui les deux et convertir de la sorte la générosité du secours en solidarité et la préoccupation -vite électoraliste- de l'amnistie en visée politique.

Bien sûr enfin, Hugo agit en écrivain: par ses interventions écrites ou ses oeuvres plus que par les voies ordinaires de la politique -éloquence tribunicienne et militantisme parlementaire. Ceci joint au reste, on serait tenté de dire qu'il figure dans la période en symbole de l'unité républicaine. Unité qu'il élargit des franges de la Commune au bord droit du centre-gauche et qui, faute d'action, reste essentiellement idéologique: faite de patriotisme, de bonne volonté sociale, d'humanitarisme généreux et d'antibonapartisme consensuel.

Vision largement fautive. Certes Hugo est respecté, mais comme puissance plus que comme fétiche. Un totem, c'est ce que les républicains au pouvoir feront de lui, lorsqu'il n'aura plus guère les moyens de se défendre: après 1880. Pour l'heure, il brise le consensus républicain presque autant qu'il contribue à le former. Plus exactement, il le déplace sur les deux points dont l'occultation est la condition même de l'unité de la gauche et de son succès: l'amnistie, on l'a dit, et la revanche. Ou plutôt la perspective européenne, car A. Laster a raison de dire que Hugo envisage les suites de la défaite autrement que par une guerre symétrique.

Alors que Gambetta souhaite explicitement que la France, privée des moyens d'une politique européenne, s'en abstienne et au mieux attende l'affaiblissement des autres puissances dans leurs conflits, sans même chercher à les attiser; alors que, de fait, la France fait le gros dos, se montre extrêmement timide face à une Allemagne constamment menaçante et lance toutes ses forces dans la conquête coloniale, Hugo, lui, ne manque pas une occasion -ni la libération du territoire ni même les congrès de la paix!- de dire que la guerre est à préparer, sinon à refaire. Amnistie, revanche, revanche, amnistie: les

**Et dont la main tranquille au ciel lève la tête
De Prudhomme décapité!**

³ L'épisode se situe en août 1872 (voir Camet, éd. Massin, p. 790). Serait-ce une "source" de la cantinière de Quatrevingt-treize?

textes publiés dans Le Rappel oscillent de l'une à l'autre⁴. Non sans les lier explicitement. Ainsi dans la Lettre aux rédacteurs du Rappel qui est un véritable programme politique et littéraire: la France a été vaincue par sa division; la guerre étrangère a exploité, mûri et fait exploser la guerre sociale; ces deux déchirures qui n'en font qu'une (voir L'Année terrible) ne seront réparées que par un retour à l'élan révolutionnaire (voir Quatrevingt-treize), élan d'unité intérieure et, par la guerre s'il le faut, d'unité européenne.

Le programme était simple, il avait peu de chances d'être entendu. Sans doute la prospérité était-elle trop grande, mais aussi la Révolution trop proche et ses conquêtes encore trop mal assimilées, pour qu'on allât sacrifier tout cela et entreprendre la seconde phase de la Révolution alors même que la première n'était pas achevée. Le prolétariat de Paris et l'Alsace-Lorraine ne valaient pas qu'on interrompît l'enrichissement des campagnes, la laïcisation du pays, le développement de l'instruction, le vote du divorce. Pourtant, on peut rêver et se demander ce qu'aurait été l'histoire si la revanche avait été recherchée dans l'immédiat et dans un effort révolutionnaire au lieu de l'être dans la compensation coloniale...

Il faut donc renverser les termes de l'appréciation généralement portée sur la politique hugolienne, obscurcie qu'elle est, pour les années 72-80, par l'ombre portée de la panthéonisation républicaine. Les positions et les propositions de Hugo s'éloignent plus qu'on ne le croit des termes communs du combat politique; son statut l'y insère plus réellement qu'il ne semble. Car il est bien celui d'un homme politique de plein exercice -non d'un symbole ou d'une conscience- si du moins on fait abstraction des conditions actuelles de l'activité politique pour apprécier celles de son temps et y rapporter son action. Ne serait-ce que parce que la littérature est beaucoup moins exclusive qu'aujourd'hui de la vie politique. L'Académie, par exemple, n'est pas alors l'écurie vert-de-grisée des chevaux de retour d'élection. Simon, Favre, De Broglie, d'Aumale en sont et figurent en premier plan de l'action gouvernementale ou parlementaire; d'Audiffret-Pasquier y aspire sans attendre de perdre son siège de Président. Qu'il leur soit incomparable comme écrivain n'empêche pas Hugo de réunir tous les attributs d'un homme politique complet.

Qu'est-ce alors, en l'absence de partis structurés? C'est d'abord un mandat électif -il en a un, ou le recherche; d'autre part, un cercle d'influence dans la classe politique -il en dispose manifestement, étant lui-même le centre d'un de ces cercles; un journal, c'est l'essentiel et chaque grand leader a le sien -il contrôle Le Rappel comme Gambetta La République française; un prestige ou une notoriété nationale enfin dont ne jouissent d'ailleurs que quelques personnalités soit en raison de leur passé (Thiers, Louis Blanc, Grévy, Schoelcher, Dufaure) soit pour leurs qualités de tribun (Gambetta). On le voit, la seule chose qui manque à Hugo pour être l'homme d'Etat majeur qu'il aurait pu être n'est pas non plus l'expérience politique, mais celle des "affaires": la technique gouvernementale et le réseau d'administrateurs ou d'élus aux carrières liées à la sienne. En cela, il s'apparente à un Louis Blanc. Pour lui, ce pouvoir-là et cette autorité dans l'action au jour le jour sont remplacés par le pouvoir et l'autorité de l'écrivain.

En cela surtout sa position est originale et sa conduite novatrice. Entre 1872 et 1880 -tous les exposés entendus dans notre groupe l'ont montré d'une manière ou d'une autre, qu'ils aient concerné les textes eux-mêmes, leur réception ou leur édition-, Hugo parvient à intégrer réciproquement l'oeuvre et l'action politique et à substituer en quelque sorte le pouvoir du texte au pouvoir d'Etat. Tout se passe comme s'il opérait alors la synthèse et le dépassement de son comportement de 48 -un écrivain sans oeuvre militante, converti à la politique- et de celui de l'exil -un représentant du peuple exilé, réfugié en littérature. Conduite entièrement nouvelle, sans précédent, je crois, ni équivalent, parce que son objet -l'amnistie, une république essentiellement révolutionnaire- correspond à ses moyens dans le même va-et-vient de l'idéal au terre-à-terre. Pour s'en tenir à elle, l'amnistie constitue effectivement une absurdité politique au moment où Hugo la demande et la voter serait -a été- un suicide politique pour tout autre que lui. En 1876, Raspail, le vieux Raspail, magnifique et chenu, pitoyable Gwynplaine octogénaire, ne récolte à

⁴ Preuve a contrario, le seul texte pacifiste est le discours sur la dissolution de l'Assemblée, qui est aussi le seul où Hugo parle en pur "politique": pour arracher un vote favorable.

la défendre devant la Chambre qu'un méprisant "rappel à l'ordre" de cet excellent Jules Grévy. Quel "rappel à l'ordre" opposer à L'Année terrible, à Quatrevingt-treize, à L'art d'être grand-père? Mais leur donner ne fût-ce que dix voix au Sénat était également nécessaire.

De là une position politique inévitablement mal décrite en termes politiques et qu'il faut cependant tenter de circonscrire. On dirait que Hugo est, au choix, un Gambetta qui ne serait pas opportuniste ou un Thiers de la gauche. Il est aux républicains ce que Thiers est aux conservateurs: un centre géométrique qui serait creux et inefficace s'il n'était pas fondé sur une position personnelle propre à déporter sur son bord l'ensemble qui se reconnaît en lui. Thiers cristallise la droite à gauche; Hugo cristallise à gauche la gauche.

Ajoutons que ces symétriques se relaient et que Hugo parvient à défaire ce que Thiers avait fait. Il avait lié, en une république qui ne nous semble nominale que parce qu'elle a échoué, le conservatisme social, le libéralisme et le parlementarisme; la crise de 77 et Gambetta aidant, Hugo défait cet assemblage et accomplit ce que Thiers avait su éviter: que se solidarisent, d'un côté le conservatisme social, le cléricisme spirituel et l'état autoritaire, de l'autre le parlementarisme républicain, le progressisme idéologique et un minimum de réformisme social. Cette configuration, Hugo la symbolise et il y contribue. Elle nous semble aujourd'hui aller de soi; elle n'avait pourtant rien de "naturel" et seule la puissance et l'éclat de son éphémère succès durant la décennie de la mort de Hugo lui a conféré cet aspect d'évidence. Pas pour l'éternité d'ailleurs.

Dans les faits, la démocratie républicaine a cessé très vite -dès 1885-90- de s'identifier à la mutation continue et réciproque de l'idéologie et des rapports sociaux: à une révolution permanente et pacifique. Dans l'idéologie, nous assistons, aujourd'hui exactement, à la même dissociation de l'idéal démocratique et du progressisme social et idéologique.

C'est bien pourquoi, avec Sartre et Aragon, est venu mourir le modèle d'articulation de l'art et de la politique offert par Hugo. C'était l'illustration et la réalisation concrète d'un idéal politique et littéraire neuf: où l'absolu de l'art ne pouvait être disjoint de la démocratie républicaine conçue comme progression vers l'absolu.